

Les crédits

petites et insuffisantes pour faire de la recherche fondamentale à grande échelle.

Comme l'a fait remarquer cette semaine l'institut Fields de recherches en mathématiques au Comité permanent de l'industrie, de la science et de la technologie, et du développement régional et du Nord: «Les objectifs à long terme de la recherche pure ne peuvent être financés que par le gouvernement.»

La recherche fondamentale pure est difficile à réaliser dans le secteur industriel. Les coûts en sont élevés et les résultats sont toujours aléatoires. C'est parce que c'est de la recherche fondamentale. On n'est jamais certain de faire une découverte qui soit utilisable ou exploitable à des fins commerciales.

Dans le contexte du Canada, où une grande partie de notre secteur industriel a pour objectif essentiel des profits à court terme, qu'ils soient trimestriels ou annuels, et où le coût en capital est énorme pour effectuer de la recherche fondamentale, ou n'importe quelle recherche, nous avons besoin de l'aide du gouvernement et d'universités bien subventionnées pour veiller à ce que cette recherche fondamentale soit entreprise. Il ne suffit pas de nous dire que nous pouvons obtenir d'autres pays les meilleurs résultats de leurs travaux de recherche pour ensuite les appliquer au Canada. Si nous n'avons pas ici, au Canada, des gens hautement qualifiés et compétents qui soient capables de juger de nos besoins, nous ne pourrions pas parcourir le monde en quête des résultats de la recherche effectuée par les autres. Nous avons besoin de ces spécialistes.

Au Canada, nous devons nous engager à former des scientifiques et à les garder ici, ce qui suppose nécessairement la participation du gouvernement. Le gouvernement fédéral doit s'y employer de diverses façons, notamment en assurant l'existence d'un établissement scientifique de classe internationale comme le Conseil national de recherches. Autrement, le Canada n'aura pas le degré d'excellence qui sera nécessaire si nous devons soutenir la concurrence dans cette nouvelle économie mondiale fondée dans une très large mesure sur les innovations scientifiques et techniques.

Ceux d'entre nous de tous les partis, j'en suis sûr, qui se préoccupent de cette question, ne peuvent que partager l'angoisse, l'inquiétude et le désespoir des scientifiques du Conseil national de recherches du Canada qui subis-

sent depuis cinq ans et demi une série de coupes et de réductions qui les laisse déprimés et inquiets.

Je voudrais vous rappeler, monsieur le Président, certaines des coupes qui ont touché le Conseil national de recherches du Canada. En novembre 1984, le budget du Conseil a été réduit de 60 millions de dollars, ce qui a entraîné la fermeture de divisions ou de projets importants, y compris la Division de l'énergie, le Secrétariat de l'environnement, l'Institut de technologie en production industrielle, l'Institut de l'électrochimie et l'Institut de recherche dans les régions froides.

Dans le discours du Trône du 1^{er} octobre 1986, on exposait une politique scientifique en quatre points. Le même mois, des coupes additionnelles de 29 milliards de dollars au budget du CNRC ont touché la section de la photochimie et de la cinétique où John Polanyi, lauréat du prix Nobel, a commencé ses travaux, le programme d'ingénierie électromagnétique et mécanique, le programme de toxicologie environnementale et les programmes de construction, d'aéronautique et de physique. Ces compressions devaient entraîner la perte de 200 emplois.

• (1030)

Plus tôt cette année, nous avons appris que, d'ici à 1995, le CNRC cesserait ses recherches en énergie physique et que la relève pourrait être prise par les universités Queen's et Carleton. La station de recherches des Prairies serait éliminée, tout comme le groupe de recherche sur les avalanches en Colombie-Britannique, le seul du genre en Amérique du Nord.

Faut-il s'étonner que les scientifiques du Conseil national de recherches du Canada soient découragés et inquiets et qu'ils se demandent ce que leur réserve l'avenir dans cette institution? C'était le fleuron des établissements de recherche au Canada.

C'est le Conseil qui, alors que le Canada était encore un jeune pays aux prises avec un conflit mondial, a prouvé son engagement envers les sciences en établissant un observatoire très coûteux de renommée internationale à Victoria, en Colombie-Britannique, à la limite extrême du jeune Dominion. Cela a prouvé deux choses: que le Canada s'engageait à fond dans le secteur mondial des sciences et qu'il était prêt à y investir les fonds nécessaires, dans l'intérêt de la science plutôt que pour des motifs politiques. Si vous avez visité cet observatoire, monsieur le Président, vous avez probablement été étonné d'apprendre que les Canadiens avaient utilisé des animaux pour transporter cette lentille énorme jusque au sommet